

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 05/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROMETAL DEVELOPPEMENT

9, boulevard Monge
69330 MEYZIEU

Références : UD-R-23-SSDAS-099-ACA
Code AIOT : 0010600394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement EUROMETAL DEVELOPPEMENT implanté 9, bld Monge 69330 Meyzieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROMETAL DEVELOPPEMENT
- 9, bld Monge 69330 Meyzieu
- Code AIOT : 0010600394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EUROMETAL DÉVELOPPEMENT exploite essentiellement au 9, boulevard Monge, à MEYZIEU des installations de tri, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux. Les activités sont exercées sur une surface de 43 000 m². L'ensemble des activités de réception et de tri sont réalisées dans des

bâtiments couverts. Le site est entièrement clos et imperméabilisé.
Le site compte 17 employés dont 6 chauffeurs.

En 2022-2023, des travaux de réaménagement/création de bureaux et d'espaces de travail, de locaux sociaux et de sanitaires, se sont tenus.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites d'inspection
- suivi de la mise en demeure
- état des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Suite de l'inspection du 16 décembre 2021	Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 6.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	180 jours
5	Suite de l'inspection du 16 décembre 2021	Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 1.3.1 et 6.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
6	Suite de l'inspection du 16 décembre 2021 – MED du 16 juin 2022	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 6.1.2	/	Astreinte	30 jours
7	Suite de l'inspection du 16 décembre 2021	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 6.2.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
9	Suite de l'inspection du 16 décembre 2021	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
10	Suite de l'inspection du 16 décembre 2021	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 6.5	/	Lettre de suite préfectorale	180 jours
15	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
16	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 4.2.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
17	Périmètre ICPE	Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 1.2.2 et 1.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	180 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suite de l'inspection du 16 décembre 2021	Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 4.3.6	/	Sans objet
8	Suite de l'inspection du 16 décembre 2021	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 6.1.5	/	Sans objet
11	Suite de l'inspection du 16 décembre 2021	Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 1.8	/	Sans objet
12	Actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 1.4.5	/	Sans objet
14	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suite de l'inspection du 16 décembre 2021	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article Annexe 2	/	Sans objet
4	Suite de l'inspection du 16 décembre 2021	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 10.1	/	Sans objet
13	Caducité de l'acte	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.512-74	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de la visite d'inspection était de vérifier la mise en conformité de l'exploitant par rapport, notamment, à la mise en demeure du 15 juin 2022 relative à l'installation d'un système de détection incendie.

L'exploitant n'a pas fait installer de système de détection incendie dans l'ensemble des zones à risques (uniquement dans le bâtiment C (DIB)).

Le non-respect sous 6 mois de la mise en demeure du 15 juin 2022 impose à l'Inspection de proposer à Madame la préfète d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière de 500€.

Par ailleurs, deux non-conformités relevées lors de l'inspection du 16 décembre 2021 n'ont pas été soldées.

L'Inspection propose à Madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant concernant le contrôle de bon fonctionnement des trappes de désenfumage et la réalisation d'une étude du risque foudre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de l'inspection du 16 décembre 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 29/03/2005
Constats : L'exploitant a procédé au contrôle des émissions sonores conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Les résultats de ce contrôle réalisé par la société Consolpol le 18 janvier 2022 a été transmis par courrier du 24 mars 2022. Les mesures en 4 points du site sont conformes à la valeur limite d'émission de 70dB prescrite dans l'arrêté préfectoral du 25 mars 2005. A noter que depuis 2021 la grenailleuse n'est plus en fonctionnement faute de personnel. Le bruit de cette dernière n'a donc pas été mesuré lors de cette campagne. Le bureau d'études Consolpol, présent lors de l'inspection, a confirmé qu'il respectait la norme AFNOR NF S 31-010 imposée par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. L'Inspection rappelle à l'exploitant que ces mesures doivent être réalisées tous les trois ans et non tous les six ans comme mentionné dans ledit rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suite de l'inspection du 16 décembre 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 4.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation de déversement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 09/06/2015
<p>Constats : Par courrier du 24 mars 2022, l'exploitant a transmis la convention de rejet établie par le Grand Lyon le 12 février 2021, l'autorisant à déverser les eaux usées autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement. Ces eaux proviennent des eaux de lavage des véhicules légers et des eaux de ruissellement sur les aires extérieures d'entreposage de déchets. Ces effluents sont traités par la station d'épuration de Jonage. La convention est délivrée pour une durée indéterminée. Il y est également précisé que l'établissement dispose de deux bassins de 300m³ et 80m³ pour recueillir les eaux d'extinction incendie. Or, l'exploitant a indiqué qu'il s'agissait de cuves enterrées. Un dossier a été transmis au Grand Lyon lors de la mise en place de ces cuves et dans le cadre de la réalisation de la convention de rejet.</p> <p>Demande n°1 : sous un mois, l'exploitant transmet le dossier produit pour le Grand Lyon dans le cadre de la convention de rejet. Ce dossier doit notamment comporter les calculs du D9 et du D9A, les caractéristiques des cuves enterrées (justificatifs à l'appui), le plan des réseaux, dossier d'ouvrages exécutés pour l'installation des cuves. Par ailleurs, l'exploitant informe le Grand Lyon de cette modification et le cas échéant transmet le nouvel arrêté de déversement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suite de l'inspection du 16 décembre 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens externes de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point 6.3.1 de l'arrêté préfectoral du 09/06/2015
Constats : Lors de la précédente inspection, il était demandé à l'exploitant de vérifier que le débit en eau sur la zone état de 210 m ³ /h pendant 2 heures assuré par un minimum de 3 poteaux incendie. Cette prescription a été établie en concertation avec le SDNIS. Par courriel du 3 juillet 2023, l'exploitant a transmis les informations relatives à deux poteaux incendie situés à proximité de son site qui ont un débit de 160 m ³ /h (PI n°5597) et 281m ³ /h (PI n°14409). Les caractéristiques des moyens externes de lutte contre l'incendie ne correspondent pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 09/06/2015. Demande n°2 : sous six mois, l'exploitant doit se conformer au point 6.3.1 de l'arrêté préfectoral du 09/06/2015 concernant les moyens externes de lutte contre l'incendie ou transmettre une demande argumentée de modifications des prescriptions à madame la préfète justifiant que la configuration actuelle est aussi efficace.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 180 jours

N° 4 : Suite de l'inspection du 16 décembre 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la VLE poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point 10.1 de l'arrêté préfectoral du 29/03/2005
Constats : L'exploitant a fait réaliser un contrôle des rejets atmosphériques (poussières) sur la grenailleuse. Les résultats sont conformes à la VLE de 50 mg/Nm ³ (contrôle du 18 mai 2022 par la société Chauvin Arnoux).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 1.3.1 et 6.3.1
Thème(s) : Autre, Mise à jour du plan de masse et du plan de localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Points 1.3.1 et 6.3.1 de l'arrêté préfectoral du 09/06/2015
<p>Constats : L'exploitant a transmis par courrier du 24 mars 2022 un plan de masse et un plan de localisation des risques.</p> <p>Ces plans appellent notamment les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le zonage ATEX n'est pas indiqué, le local des déchets dangereux (principalement huiles usagées le jour de la visite) n'est pas reporté - les batteries sont entreposés dans une autre zone, leur emplacement n'est pas reporté - aucune zone de risque incendie n'est mentionnée pour les différents stocks de métaux, l'Inspection rappelle à l'exploitant que de nombreux incendies sont survenus sur des stocks de métaux (titane, lithium, ...) - les intitulés des emplacements des métaux peuvent être plus précis pour correspondre à la réalité - les refus de tri ne sont pas mentionnés - les bennes vides entreposées le long de la clôture nord ne sont pas indiquées- la vanne d'isolement n'est pas précisée - la netteté des plans doit être revue <p>Demande n°3 : sous trois mois, l'exploitant met à jour le plan de masse ainsi que le plan de localisation des risques. Les plans doivent être systématiquement tenus à jour.</p> <p>Demande n°4 : l'Inspection rappelle que le plan de localisation des risques doit permettre de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. Sous trois mois, l'exploitant affiche le plan à l'entrée du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 6 : Suite de l'inspection du 16 décembre 2021 – MED du 16 juin 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 6.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place d'un système de détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point 6.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29/03/2005
Constats : L'exploitant a expliqué qu'un système de détection incendie (caméras thermiques) a été installé dans le bâtiment C (entreposage des papiers, cartons, refus de tri). Toutefois toutes les zones à risque incendie n'ont pas été mises sous détection (ateliers de cisailage et grenaillage, local des déchets dangereux, zone d'entreposage des batteries, etc.). L'exploitant a précisé qu'il envisageait d'attaquer ce chantier (étude, devis, travaux) au dernier trimestre 2023. Demande n°5 : l'exploitant doit installer dans les plus brefs délais un système de détection incendie sur l'ensemble des zones à risque incendie y compris les zones extérieures susceptibles d'être à l'origine d'un incendie (stockage de bois notamment). Cette non-conformité a fait l'objet d'une mise en demeure. Le non-respect de cette mise en demeure oblige l'inspection des installations classées à proposer à madame la préfète d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière de 500 €.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Suite de l'inspection du 16 décembre 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 6.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des trappes de désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point 6.2.6 de l'arrêté préfectoral du 29/03/2005
Constats : L'exploitant n'a pas fait contrôler les trappes de désenfumage sur son site, en raison notamment de la complexité à trouver un prestataire qui réalise le contrôle de trappes manuelles. Cette non-conformité a été relevée lors de la précédente inspection. Demande n°6 : sous trois mois, l'exploitant procède au contrôle du bon fonctionnement des trappes de désenfumage. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 8 : Suite de l'inspection du 16 décembre 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 6.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point 6.1.5 de l'arrêté préfectoral du 29/03/2005
Constats : L'exploitant a expliqué que l'ensemble des installations électriques y compris le TGBT avaient été refaits à neuf. La mise en conformité a été contrôlée par Consuel. Demande n°7 : sous un mois, l'exploitant transmet l'attestation de conformité des installations électriques ainsi que le rapport de contrôle réglementaire s'il a déjà été réalisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Suite de l'inspection du 16 décembre 2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Etude du risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 18 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010
Constats : L'analyse du risque foudre n'a pas été réalisé par l'exploitant. Cette non-conformité a été relevée lors de la précédente inspection. Demande n°8 : sous trois mois, l'exploitant procède à la réalisation de l'étude foudre et de l'étude technique ainsi que les travaux de mise en conformité le cas échéant. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 10 : Suite de l'inspection du 16 décembre 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 6.5
Thème(s) : Autre, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point 6.5 de l'arrêté préfectoral du 29/03/2005
Constats : Lors de la précédente inspection, il était demandé à l'exploitant de mettre en place des formations sur la sécurité auprès de son personnel. Le 04/01/2023, une formation par la société R.2P.2i sur la manipulation des extincteurs s'est tenue auprès d'une dizaine de personnes. Le 06/05/2022, deux personnes ont été formés SST par la société Formatop. Il est important également de réaliser des exercices incendie (manipulation vanne d'isolement, alerte des secours, utilisation des extincteurs, test alarme, ...). Demande n°9 : d'ici le 31/12/2023, l'exploitant met en place un exercice incendie auprès de l'ensemble de son personnel. Le compte-rendu de cet exercice sera transmis à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 180 jours

N° 11 : Suite de l'inspection du 16 décembre 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point 1.8 de l'arrêté préfectoral du 09/06/2015
Constats : L'exploitant a fait réaliser un contrôle des rejets aqueux le 9 novembre 2022, les résultats ont été reportés dans l'application Gidaf. La concentration en arsenic n'a pas été mesurée et la concentration en hydrocarbures totaux n'a pas été reportée. Demande n°10 : l'exploitant veille à ce que l'ensemble des paramètres soient analysés et reportés dans Gidaf. L'exploitant transmet dans le mois qui suivra sa réception le rapport d'analyse des rejets aqueux de l'année 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 1.4.5
Thème(s) : Autre, Actualisation des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point 1.4.5 de l'arrêté préfectoral du 09/06/2015
Constats : Les garanties financières ont été constituées en 2015 pour un montant de 105 489 € TTC. L'Inspection n'a pas reçu l'actualisation des garanties financières qui doit avoir lieu tous les 5 ans. L'exploitant a indiqué disposer d'un acte de cautionnement actualisé. Demande n°11 : l'exploitant transmet, sous un mois, l'attestation des garanties financières ainsi que le calcul pour leur actualisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Caducité de l'acte

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.512-74
Thème(s) : Situation administrative, Caducité de l'acte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.
Constats : La grenailleuse de câbles n'est plus en fonctionnement depuis <i>a minima</i> décembre 2021 faute de personnel expérimenté. L'Inspection rappelle que l'arrêt ne peut pas être supérieur à trois ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2
Thème(s) : Autre, Registres déchets entrants et sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cf. articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021
Constats : Il était prévu de présenter les registres déchets entrants et sortants lors de l'inspection. Ces derniers n'ont pas été contrôlés. Demande n°12 : l'exploitant transmet, sous un mois, le registre des déchets entrants et sortants pour le mois de juin 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un état des stocks des déchets et matières présentes sur le site à l'instant t. L'exploitant n'a pas mis en place un suivi de l'état de ses stocks à fréquence régulière. L'exploitant doit mettre en place des moyens pour évaluer le volume/tonnage des ses stocks. Demande n°13 : sous trois mois, l'exploitant met en place un suivi régulier de l'état de ses stocks.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 16 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des eaux susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point 4.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 09/06/2015
Constats : Le jour de la visite, l'Inspection a constaté que le manche permettant de faire fermer la vanne d'isolement n'était pas en place. Il n'y avait pas d'affichage de consigne à proximité de la vanne ni de matérialisation de la zone. Demande n°14 : sous 15 jours, l'exploitant rend de nouveau opérationnelle la vanne. Il vérifie son bon fonctionnement. Demande n°15 : sous un mois, l'exploitant matérialise la zone afin qu'elle soit accessible en permanence. Par ailleurs, il rédige des consignes et s'assure de la formation de l'ensemble de son personnel à la manipulation de la vanne. Un affichage spécifique à proximité peut être mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 17 : Périmètre ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 1.2.2 et 1.5.1
Thème(s) : Autre, Habitation dans le périmètre ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Points 1.2.2 et 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 09/06/2015
Constats : Une habitation se trouve dans l'enceinte de l'établissement, au n°7 du boulevard Monge. Ce bâtiment ne fait pas partie du périmètre ICPE, la clôture du site ne doit pas l'inclure. Demande n°16 : sous six mois, l'exploitant procède à la mise en place de mesures matérielles pour retirer du périmètre clôturé l'habitation. L'exploitant s'assure également d'être conforme à ses arrêtés préfectoraux et aux arrêtés ministériels qui le concernent compte-tenu de la proximité avec cette habitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 180 jours